



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HAUTE-GARONNE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°31-2019-312

PUBLIÉ LE 28 NOVEMBRE 2019

Sommaire

Préfecture Haute-Garonne

31-2019-11-28-002 - Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Patrick BERG, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie (compétences départementales). (8 pages)	Page 3
31-2019-11-28-005 - Arrêté modifiant l'arrêté du 29 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire pour les dépenses et les recettes relevant du programme n°723 " opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'état". (2 pages)	Page 12
31-2019-11-28-003 - Arrêté modifiant l'arrêté du 6 septembre 2019 portant délégation de signature en matière d'engagements juridiques (programme n° 307 " administration territoriale"). (2 pages)	Page 15
31-2019-11-28-001 - Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Benoît DELAUNAY recteur de l'académie de Toulouse en matière de contrôle de légalité des établissements publics locaux d'enseignement (collèges). (1 page)	Page 18
31-2019-11-28-004 - Arrêté portant modification de l'arrêté du 10 novembre 2018 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire pour les dépenses et les recettes relevant du programme n° 333 " moyens mutualisés des administrations déconcentrées " action 2 " charges immobilières de l'occupant ". (2 pages)	Page 20

Préfecture Haute-Garonne

31-2019-11-28-002

Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Patrick
BERG, directeur régional de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de la région Occitanie
(compétences départementales).



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Service de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Pôle coordination

Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Patrick BERG, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie (compétences départementales)

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la convention de Washington du 3 mars 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ;

Vu le règlement (CE) n° 338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce et les règlements de la Commission associés ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code minier ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de la route ;

Vu le code rural ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

Vu la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 modifiée relative au développement et à la protection de la montagne ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;

Vu le décret n° 85-636 du 25 juin 1985 fixant les modalités selon lesquelles les entreprises appartenant aux secteurs d'activité qui sont représentés au conseil national des transports et aux comités consultatifs des transports participent aux frais de fonctionnement de ces organismes ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 modifié pris pour l'application à la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 98-81 du 11 février 1998 modifiant la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;

Vu le décret n° 99-89 du 8 février 1999 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 98-81 du 11 février 1998 précité ;

Vu le décret n° 2002-955 du 4 juillet 2002 relatif aux compétences inter-départementales et inter-régionales des préfets et aux compétences des préfets coordonnateurs de massif ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives ;

Vu le décret en conseil des ministres du 24 octobre 2018 nommant M. Étienne GUYOT, préfet hors classe, préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements CE 338/97 du Conseil européen et CE 939/97 de la Commission européenne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2019 du préfet de région, préfet de la Haute-Garonne, fixant l'organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Occitanie ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2019 de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, désignant Monsieur Patrick BERG directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie à compter du 1^{er} décembre 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Article 1er : Délégation est donnée à Monsieur Patrick BERG, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, à l'effet de signer au nom du préfet de la Haute-Garonne :

1° Énergie

Les actes relatifs à :

- a) l'instruction et la délivrance de l'autorisation des projets relatifs aux ouvrages de transport d'électricité ;
- b) l'instruction et la délivrance de l'autorisation des projets relatifs aux ouvrages de distribution d'électricité ;
- c) l'instruction et la délivrance des certificats ouvrant droit à obligation d'achat de l'électricité ;
- d) l'élaboration du projet de liste départementale d'usagers prioritaires de l'électricité en cas de délestage ;
- e) l'élaboration du projet de liste départementale des clients utilisateurs de gaz assurant une mission d'intérêt général ;
- f) l'application des articles R323-1 et suivants du code de l'énergie, relatif aux procédures d'institutions des servitudes administratives nécessaires aux ouvrages de transport et de distribution.

2° Opérations d'investissements routiers

Les acquisitions foncières nécessaires à la réalisation des projets.

3° Mines et après-mine

Les documents relatifs à l'instruction d'affaires relevant de la police des mines et de l'après-mine dès lors que les actes administratifs correspondant ressortent de la compétence du préfet :

- a) les demandes de compléments aux exploitants nécessaires à l'instruction des demandes ;
- b) les demandes de justificatifs découlant des opérations de contrôle ou de visite et nécessaires à l'établissement des rapports de contrôle ;
- c) la transmission aux exploitants des projets de décisions relevant de la compétence du préfet ;
- d) les réponses à des demandes d'information à caractère réglementaire.

4° Stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, de gaz et de produits chimiques

Les documents concernant l'instruction d'affaires relatives au stockage souterrain d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés ou liquéfiés, de gaz et de produits chimiques dès lors que ces actes ressortent de la compétence du préfet :

- a) les demandes de compléments aux exploitants nécessaires à l'instruction des demandes ;
- b) les demandes de justificatifs découlant des opérations de contrôle ou de visite et nécessaires à l'établissement des rapports de contrôle ;
- c) la transmission aux exploitants des projets de décisions relevant de la compétence du préfet ;
- d) les réponses à des demandes d'information à caractère réglementaire.

5° Canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques, sécurité des ouvrages souterrains, aériens et subaquatiques, contrôle des équipements sous pression, distribution et utilisation du gaz

a) Les documents relatifs à l'instruction des dossiers et aux opérations de contrôle des canalisations de transport de gaz, hydrocarbures et produits chimiques, en application des dispositions du code de l'environnement :

- 1) les correspondances et demandes de documents aux pétitionnaires nécessaires à l'instruction des demandes d'autorisation ;
- 2) les courriers aux pétitionnaires sur le caractère complet et régulier des dossiers de demande d'autorisation ;
- 3) la consultation des services de l'État, des organismes et des collectivités dans le cadre des procédures d'instruction des demandes d'autorisation et de déclaration d'utilité publique ;
- 4) les courriers et demandes de documents auprès des transporteurs et organismes habilités dans le cadre des opérations de contrôle ;
- 5) les décisions d'accord pour la mise en service des canalisations nouvelles ;
- 6) les courriers aux transporteurs prenant acte du caractère notable ou substantiel d'une modification ;
- 7) la transmission aux transporteurs des projets de décisions relevant de la compétence du préfet ;
- 8) les actes de procédure et les formalités administratives nécessaires à la réception des formulaires de demande d'examen au cas par cas, à la préparation de la décision, lorsque le préfet est l'autorité compétente pour l'examen au cas par cas en application de l'article L.122-1.IV du Code de l'environnement notamment accusé de réception, demandes de compléments adressées à l'exploitant, saisine des services à consulter ;
- 9) la notification des décisions préfectorales ;
- 10) les réponses à des demandes d'information à caractère réglementaire.

b) Les documents relatifs à la sécurité des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, ainsi qu'à l'utilisation et à la distribution du gaz :

- 1) les correspondances et demandes de documents dans le cadre des missions de contrôles (y compris enquêtes accident) auprès des opérateurs de réseaux, maîtres d'ouvrages, maîtres d'œuvre et exécutants de travaux ;
 - 2) les courriers d'information et de sensibilisation sur la prévention de l'endommagement des réseaux ;
 - 3) la transmission des projets de décisions relevant de la compétence du préfet ;
 - 4) la notification des décisions préfectorales ;
 - 5) les réponses à des demandes d'information à caractère réglementaire.
- c) Les documents relatifs aux équipements sous pression et canalisations de transport de vapeur ou d'eau surchauffée :
- 1) les correspondances et demandes de documents dans le cadre des missions de contrôles et de surveillance, relevant de la compétence du préfet, auprès des détenteurs, fabricants, exploitants, organismes habilités et services d'inspection reconnus, ainsi qu'aux exploitants des canalisations de vapeur ou d'eau surchauffée ;
 - 2) les décisions de délégation aux organismes habilités pour la réalisation d'épreuves, relevant de la compétence du préfet ;
 - 3) les correspondances dans le cadre de l'instruction des demandes de reconnaissance des services d'inspections reconnus ;
 - 4) les décisions relatives aux demandes d'aménagement aux dispositions réglementaires applicables aux équipements sous-pression ;
 - 5) la transmission des projets de décisions relevant de la compétence du préfet ;
 - 6) la notification des décisions préfectorales ;
 - 7) les réponses à des demandes d'information à caractère réglementaire.
- 6° Installations classées pour la protection de l'environnement :
- a) Les actes relatifs à l'instruction des autorisations prévues par le code de l'environnement pour les installations relevant des attributions des inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) de la DREAL. Ces actes peuvent être relatifs à des dossiers à instruire selon les dispositions des régimes d'autorisations rappelés ci-après :
- 1) le régime d'autorisation des installations classées, tel qu'il résulte du code de l'environnement dans sa version antérieure à l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
 - 2) le régime d'autorisation simplifiée des installations classées, dit « d'enregistrement » ;
 - 3) le régime d'autorisation unique institué par l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
 - 4) le régime d'autorisation environnementale défini par l'ordonnance précitée et codifié par le Livre 1 Titre 8 du code de l'environnement ;
- b) Les actes d'instruction objet de la délégation sont les suivants :
- 1) les actes prononçant la non recevabilité d'un dossier d'autorisation installation classée et demandant à l'exploitant les compléments nécessaires à l'instruction, tels que prévus à l'article R.512-11 du code de l'environnement ;
 - 2) les actes relatifs à l'instruction de la demande d'enregistrement, à l'examen de sa recevabilité et à la régularisation du dossier en cas de non recevabilité tels que prévus à l'article R.512-46-8 du code de l'environnement ;
 - 3) les demandes de compléments pour les dossiers déposés dans le cadre de l'expérimentation d'autorisation unique et dont l'instruction reste à finaliser ;
 - 4) l'ensemble des consultations prévues dans la phase de recevabilité (défense, DGAC, DRAC, opérateurs radar, CNPN,...) ;
 - 5) dans le cadre de l'autorisation environnementale définie par l'ordonnance du 26 janvier 2017 :

1. les courriers et transmissions aux porteurs de projet en réponse aux informations qu'ils sollicitent au titre de l'article L181-5 1°, dans le cadre de la phase amont de l'autorisation environnementale ;
2. l'accusé de réception d'une demande de certificat de projet ;
3. les courriers consécutifs à cette transmission dans le cadre de la phase dite « amont » ;
4. l'accusé de réception du dépôt d'une demande d'autorisation au titre de l'article L181.1 2° du code de l'environnement, prévu à l'article R181-16 du même code, ainsi que les demandes de compléments correspondantes mentionnant expressément la suspension du délai d'examen ;
5. les demandes de compléments aux exploitants nécessaires à l'instruction des demandes après dépôt du dossier complet ;
6. les consultations et demandes d'avis prévus par les articles R 181-17 à R 181-32 et R181-46 II du code de l'environnement pour les demandes d'autorisation ou de modification au titre de l'article L181.1 2° du code de l'environnement ;
7. les actes notifiant les prolongations de délais d'instruction prévus par l'article R 181-17 4° ;
8. les courriers d'instruction des demandes de dérogation au titre des articles L.411-1, L.411-2 du Code de l'Environnement relative aux interdictions de destruction d'espèces protégées ;
9. les courriers et transmissions relatifs à l'instruction des demandes de modifications notables en application de l'article R181-46 II du code de l'environnement ;
10. les courriers et transmissions relatifs à l'instruction des demandes des prescriptions complémentaires en application de l'article R181-45 du code de l'environnement ;
11. la transmission aux exploitants des projets de décisions administratives découlant de l'instruction des demandes ;
12. les actes de procédure et les formalités administratives nécessaires à la réception des formulaires de demande d'examen au cas par cas, à la préparation de la décision, lorsque le préfet est l'autorité compétente pour l'examen au cas par cas en application de l'article L.122-1.IV du Code de l'environnement notamment accusé de réception, demandes de compléments adressées à l'exploitant, saisine des services à consulter.

c) Pour tous les régimes d'autorisation susvisés :

- 1) suite aux opérations de contrôle et de surveillance, sur pièce et sur place, les demandes aux exploitants de justificatifs découlant de ces opérations et nécessaires à l'établissement des rapports à l'autorité compétente ;
- 2) la transmission aux exploitants des lettres de suites découlant des rapports de contrôle et de surveillance, définies par l'inspection pour corriger des non-conformités, des projets d'arrêtés de mise en demeure au titre du contradictoire, à l'exception des arrêtés de mises en demeure eux-mêmes et des projets de sanctions administratives prévues par le code de l'environnement ;
- 3) les actes relatifs à la mise en œuvre du système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, notamment la vérification, la validation des plans de surveillance et des déclarations des émissions annuelles de CO₂, les approbations des décisions des organismes vérificateurs de ne pas procéder à la visite de site soumis à quotas de CO₂ et les approbations des rapports relatifs aux améliorations apportées à la méthode de surveillance des sites soumis à quotas de CO₂ ;
- 4) les demandes adressées aux exploitants consécutivement aux accidents et incidents ;
- 5) les courriers adressés aux services des collectivités territoriales relatifs à l'instruction des actes afférents à des installations exploitées ou détenues par ces collectivités ;
- 6) les réponses à des demandes d'information à caractère réglementaire.

7° Réception des véhicules et contrôle technique

a) Les actes suivants relatifs à l'homologation et au contrôle technique des véhicules :

- 1) l'habilitation des agents placés sous son autorité en vue de procéder aux réceptions et à la surveillance des centres de contrôles et des contrôleurs ;
- 2) le processus d'instruction des documents transmis ou retransmis par les préfets ;

- 3) les processus relatifs aux réceptions de véhicules ;
 - 4) les modalités de validation des rapports de surveillance des centres de contrôle technique et de supervisions des contrôleurs.
- b) Les actes de contrôle suivants :
- 1) les procès-verbaux de réceptions à titre isolé (RTI) en application des articles R.321-15 à R. 321-24 du code de la route et de l'arrêté ministériel du 19 juillet 1954 ;
 - 2) les autorisations de mise en circulation des véhicules spécialisés dans les opérations de remorquage de véhicules en panne ou accidentés (cartes blanches) ;
 - 3) les décisions d'agrément relatives aux installations des centres de contrôle technique de véhicules et aux contrôleurs prévus par l'arrêté du 18 juin 1991 modifié relatif à la mise en place et à l'organisation du contrôle et de la surveillance technique des véhicules dont le poids n'excède pas 3,5 tonnes et par l'arrêté du 27 juillet 2004 modifié relatif au contrôle technique des véhicules lourds ;
 - 4) concernant la surveillance des installations de contrôle technique de véhicules et de contrôleurs : les réponses à des demandes d'information à caractère réglementaire, les transmissions des résultats des contrôles de surveillance et de supervision et les projets de décisions relevant de la compétence du préfet.

8° Ouvrages hydrauliques et hydroélectricité

- a) les actes relatifs au contrôle des concessions hydroélectriques :
- 1) sur la gestion courante des concessions :
 1. l'autorisation de travaux , de vidange et de mise en service,
 2. l'autorisation d'occupations du domaine public concédé,
 3. tout acte relevant de la tutelle des concessions hydroélectriques du département.
 - 2) sur le renouvellement et le suivi du contrat des concessions :
 1. la validation des dossiers de fin de concession et de l'inscription au registre article L521-15 ;
 2. la validation d'avenants au cahier des charges de la concession selon la procédure simplifiée prévue à l'article R521-27 du code de l'énergie ;
 3. la validation des règlements d'eau ;
 4. la validation des régularisations foncières et patrimoniales, notamment, bornage, transfert de biens et déclassement ;
 5. tout acte relevant du suivi du contrat des concessions ;
 6. tout acte relatif à la procédure de renouvellement par mise en concurrence, à l'exception de l'octroi de la concession.
- b) Les actes relatifs au contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques :
- 1) le classement des ouvrages concédés,
 - 2) les inspections,
 - 3) le classement des événements intéressants la sûreté hydraulique,
 - 4) la programmation et instruction des études de dangers et revue de sûreté,
 - 5) l'avis sur les consignes,
 - 6) les suites administratives,
 - 7) tout acte relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques.

9° Préservation des espèces protégées

- a) les documents administratifs intéressant la procédure mise en œuvre en application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et flore menacées d'extinction (CITES) et des règlements communautaires correspondants, sur le fondement de l'article L.412-1 du code de l'environnement ;

b) les actes relatifs :

- 1) aux décisions et autorisations internationales relatives à l'application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et flore menacées d'extinction (CITES) et des règlements communautaires correspondants, sur le fondement de l'article L.412-1 du code de l'environnement ;
 - 2) à la détention et à l'utilisation d'écaille de tortues marines des espèces *Eretmochelys imbricata* et *Chelonia mydas*, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;
 - 3) à la détention et à l'utilisation d'ivoire d'éléphant *Ixodonta africana* et *Elephas maximus*, par des fabricants ou restaurateurs d'objets qui en sont composés ;
 - 4) au transport de spécimens d'espèces animales qui sont simultanément inscrites dans les annexes du règlement (CE) n° 331/97 sus-visé, et protégées au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement ;
- c) les autorisations exceptionnelles au titre des articles L.411-1, L.411-2 du Code de l'Environnement, portant délivrance de dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées à l'exception des arrêtés pris sur la base d'un avis défavorable du CNPN et des arrêtés de refus ;
- d) les autorisations exceptionnelles d'introduction d'espèces au titre de l'article L. 411-3 du code de l'environnement ;
- e) dans le cadre de l'autorisation environnementale (L181-1 et suivants), les consultations relatives à la dérogation espèces protégées prévues dans la phase d'examen, en particulier celles visées au R181-28 du Code de l'Environnement.

Art. 2. – Sont exclus de la présente délégation :

1° En général :

- a) les conventions liant l'État aux collectivités territoriales, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- b) la constitution et la composition des comités, commissions (et missions d'enquête) institués par des textes législatifs ou réglementaires ;
- c) les arrêtés réglementaires de portée générale ;
- d) les correspondances et décisions adressées aux ministres, secrétaires d'État, parlementaires en exercice et préfets de département, aux présidents du conseil régional, des conseils départementaux et des communautés d'agglomération ;
- e) les courriers et décisions adressés aux élus autres que les courriers mentionnés à l'article 1 et les réponses à des demandes d'information à caractère réglementaire ;
- f) les mémoires devant les juridictions civile, pénale et administrative ;
- g) les arrêtés de mise en demeure ;
- h) les arrêtés prononçant une sanction administrative ;
- i) les arrêtés d'ouverture d'enquête publique, de déclaration d'utilité publique, de cessibilité.

2° En particulier :

- a) les décisions de création de dépôts d'explosifs ;
- b) les décisions relevant de la police des mines ;
- c) les actes relatifs à la déclaration d'utilité publique et à l'octroi des concessions ;
- d) les arrêtés pris sur le fondement de la réglementation relative aux installations classées ;
- e) les décisions de rejet d'une demande d'autorisation au titre de l'article L 181.1 2° du code de l'environnement motivées selon les dispositions de l'article R 181.34 ;
- f) les décisions de gestion du domaine public, hors domaine hydro-électrique concédé, (acquisition, aliénation, affectation) ;
- g) les arrêtés de mise en servitude ;
- h) les arrêtés d'autorisation de transport de gaz.

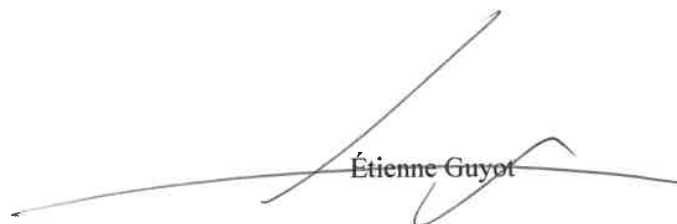
Art. 3. – Monsieur Patrick BERG peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Art. 4. - Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} décembre 2019.

Art. 5 - L'arrêté préfectoral du 23 octobre 2019 est abrogé à compter du 1^{er} décembre 2019.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Garonne.

Fait à Toulouse, le **28 NOV. 2019**


Étienne Guyot

Préfecture Haute-Garonne

31-2019-11-28-005

Arrêté modifiant l'arrêté du 29 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire pour les dépenses et les recettes relevant du programme n°723 " opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'état".



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Service de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Pôle coordination

Arrêté modifiant l'arrêté du 29 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire pour les dépenses et les recettes relevant du programme n° 723 « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État »

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n°98-81 du 11 février 1998 modifié modifiant la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret en conseil des ministres du 24 octobre 2018 nommant M. Étienne GUYOT, préfet hors classe, préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne ;

Vu le décret en conseil des ministres du 24 juillet 2019 nommant M. Benoît DELAUNAY, recteur de l'académie de Toulouse ;

Vu la décision du ministre de la culture du 1^{er} août 2019 confiant l'intérim de l'emploi de directeur régional des affaires culturelles de la région Occitanie à M. Bruno MIKOL à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2019 de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, désignant Monsieur Patrick BERG directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie à compter du 1^{er} décembre 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le 4^o de l'article 1^{er} de l'arrêté du 29 avril 2019 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire pour les dépenses et les recettes relevant du programme n° 723 « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État » est modifié comme suit :

« M. Benoît DELAUNAY, recteur de l'académie de Toulouse ».

Art. 2. - Le 7° de l'article 1^{er} de l'arrêté précité est modifié comme suit :

« M. Patrick BERG, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à compter du 1^{er} décembre 2019 ».

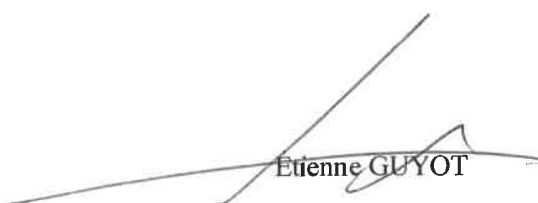
Art. 3. - Le 10 ° de l'arrêté du 29 avril 2019 précité est modifié comme suit :

« M. Bruno MIKOL, directeur régional des affaires culturelles par intérim ».

Le reste sans changement.

Art. 4. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Toulouse, le **28 NOV. 2019**


Étienne GUYOT

Préfecture Haute-Garonne

31-2019-11-28-003

Arrêté modifiant l'arrêté du 6 septembre 2019 portant
délégation de signature en matière d'engagements
juridiques (programme n° 307 " administration
territoriale").



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Service de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Pôle coordination

Arrêté modifiant l'arrêté du 6 septembre 2019 portant délégation de signature en matière d'engagements juridiques (programme n° 307 « administration territoriale »)

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret en conseil des ministres du 24 octobre 2018 nommant M. Étienne GUYOT, préfet hors classe, préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 septembre 2019 nommant M. Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet hors classe, adjoint au secrétaire général pour les affaires régionales de la région Occitanie en charge du pôle « moyens, modernisation, mutualisations ».

Vu la décision préfectorale du 9 août 2019 nommant Mme Anne-Lise VINTROU chef du bureau du cabinet du préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne, à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu le contrat de travail à durée déterminée du 1^{er} septembre 2019 de Mme Marie LATREILLE DE FOZIERES, chef du service régional de la communication interministérielle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le b) du 2° de l'article 3 de l'arrêté du 6 septembre 2019 portant délégation de signature en matière d'engagements juridiques (programme n° 307 « administration territoriale ») est modifié comme suit :

« Madame Marie LATREILLE DE FOZIERES, chef du service régional de la communication interministérielle (SRCI) et, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame Delphine AMILHAU, adjointe au chef du service, dans la limite de 1 000 € pour les engagements juridiques liés à la communication dans le centre de coût « cabinet » ».

Art. 2. - Le e) du 2° de l'article 3 de l'arrêté du 6 septembre 2019 précité est modifié comme suit :

« Madame Anne-Lise VINTROU, chef du bureau du cabinet, pour constater le service fait pour les demandes d'achats concernant les gerbes, les médailles et les interventions de la croix rouge ».

Art. 3. - Le 6° de l'article 3 de l'arrêté précité est modifié comme suit :

« Monsieur Nicolas HESSE, secrétaire général pour les affaires régionales d'Occitanie, dans la limite de 10 000 € pour les engagements juridiques liés à la résidence et aux services et à la carte d'achats dans le centre de coût « SGAR » et :

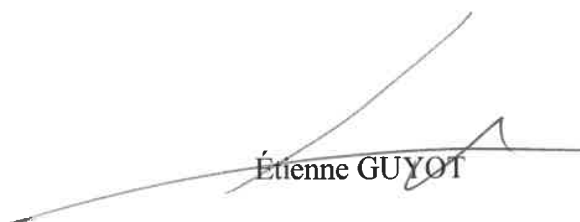
Messieurs Marc ZARROUATI et Laurent GANDRA-MORENO, adjoints au secrétaire général pour les affaires régionales, M. Pascal SOLEIL, directeur de la coordination des moyens généraux, M. Romain MOULET, au secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR), dans la limite de

3 000 € pour les engagements juridiques liés aux services du SGAR et à la carte d'achats dans le centre de coût « SGAR ».

Le reste sans changement.

Art. 4. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Toulouse, le 28 NOV 2019


Étienne GUYOT

Préfecture Haute-Garonne

31-2019-11-28-001

Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Benoît
DELAUNAY recteur de l'académie de Toulouse en
matière de contrôle de légalité des établissements publics
locaux d'enseignement (collèges).



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Service de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Pôle coordination

**Arrêté portant délégation de signature à M. Benoît DELAUNAY,
recteur de l'académie de Toulouse, en matière de contrôle de légalité des établissements publics locaux
d'enseignement (collèges)**

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

- Vu le code de l'éducation, notamment l'article L. 421-14 ;
Vu le code général des collectivités locales, notamment son article L. 2131-6 ;
Vu le code des juridictions financières, notamment l'article R. 232-3 ;
Vu le code des marchés publics ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
Vu l'ordonnance n° 2004-631 du 1^{er} juillet 2004 relative à la simplification du régime d'entrée en vigueur, de transmission et de contrôle des actes des autorités des établissements publics locaux d'enseignement ;
Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 modifié portant charte de déconcentration ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
Vu le décret en conseil des ministres du 24 octobre 2018 nommant M Étienne GUYOT, préfet hors classe, préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne ;
Vu le décret en conseil des ministres du 24 juillet 2019 nommant M. Benoît DELAUNAY, recteur de l'académie de Toulouse ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Délégation de signature est donnée à M. Benoît DELAUNAY, recteur de l'académie de Toulouse, à l'effet de déférer devant le tribunal administratif les actes des collèges soumis au contrôle de légalité que le directeur académique des services de l'éducation nationale serait amené à lui présenter, dans les domaines visés par l'article R. 421-54 du code de l'éducation.

Art. 2. – Monsieur Benoît DELAUNAY peut, en tant que de besoin et sous sa responsabilité, déléguer sa signature à ses subordonnés dans les conditions prévues par l'article 44 du décret n° 2004-374 susvisé.

Art. 3. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne et le recteur de l'académie de Toulouse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Toulouse, le **28 NOV. 2019**



Etienne GUYOT

1, place Saint-Étienne – 31038 Toulouse cedex 9 – Tél. : 05 34 45 34 45
<http://www.haute-garonne.gouv.fr>

Préfecture Haute-Garonne

31-2019-11-28-004

Arrêté portant modification de l'arrêté du 10 novembre 2018 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire pour les dépenses et les recettes relevant du programme n° 333 " moyens mutualisés des administrations déconcentrées " action 2 " charges immobilières de l'occupant " .



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Service de la coordination des politiques publiques
de le l'appui territorial
Pôle coordination

**Arrêté portant modification de l'arrêté du 10 novembre 2018 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire pour les dépenses et les recettes relevant du programme n° 333 « Moyens mutualisés des administrations déconcentrées »
Action 2 « Charges immobilières de l'occupant »**

Le préfet de la région Occitanie
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret en conseil des ministres du 24 octobre 2018 nommant M. Étienne GUYOT, préfet hors classe, préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 février 1983 modifié portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires du budget des services du Premier ministre et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2018 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire pour les dépenses et les recettes relevant du programme n° 333 « Moyens mutualisés des administrations déconcentrées » – Action 2 « Charges immobilières de l'occupant » ;

Vu l'arrêté du 18 octobre 2019 de la ministre de la transition écologique et solidaire et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, désignant Monsieur Patrick BERG, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie à compter du 1^{er} décembre 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er. – Le 1° de l'article 1^{er} de l'arrêté du 10 novembre 2018 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire pour les dépenses et les recettes relevant du programme n° 333 « Moyens mutualisés des administrations déconcentrées » Action 2 « Charges immobilières de l'occupant » est modifié comme suit :

1° M. Patrick BERG, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, à compter du 1^{er} décembre 2019.

Le reste sans changement.

Art. 2. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Toulouse, le **28 NOV. 2019**

Étienne GUYOT

